

La transition post-extractiviste et les luttes écoféministes : le cas du Chili

Francisca Fernández Droguett

Mouvement pour l'Eau et les Territoires

Bonjour, je m'appelle Francisca Fernández Droguett, je suis membre du Mouvement pour l'Eau et les Territoires et du Comité Socio-environnemental de la Coordinatrice Féministe 8 mars du Chili.

Je vous salue au nom de mes compagnes d'aventures et de rêves.

Notre lutte fondamentale est pour la déprivatisation des actifs communautaires naturels, d'une action anti-extractiviste et anticapitaliste.

Le Mouvement pour l'eau et les territoires est né il y a environ 9 ans, d'une rencontre entre diverses organisations sur les conflits socio-environnementaux, organisé par l'Observatoire latinoaméricain de conflits environnementaux - OLCA.

L'un des accords de cette rencontre étant de former un mouvement social de défense et de récupération des eaux et des territoires.

Nous nous sommes fixés comme objectif principal l'abrogation du Code de l'eau, car au Chili, à la suite de la Constitution de 1980, en pleine dictature civico-militaire d'Agusto Pinochet, est créé ce code qui privatise, commercialise l'eau, créant un marché de l'eau à travers la figure des «droits d'utilisation de l'eau».

Ainsi, au Chili, l'eau peut être achetée, vendue, louée et même hypothéquée. Il suffit de regarder la section des avis économiques des journaux chiliens, comme par exemple El Mercurio, pour voir que les rivières sont mises aux enchères.

Actuellement, le mouvement est composé d'une centaine d'organisations de différents territoires, où les principaux conflits socio-environnementaux sont: au nord, la méga-exploitation minière, au centre et au sud, l'agro-industrie et le modèle forestier, en plus et transversalement, l'installation d'ouvrages de centrales hydrauliques à fort impact environnemental.

La méga-extraction dans le nord concentre environ 90% des droits sur l'eau, c'est pourquoi pour nous tous et toutes c'est l'un des facteurs déterminants de la sécheresse actuelle, mais aussi de la contamination et de la dévastation territoriale.

Il existe des communautés entières avec des niveaux élevés de métaux lourds dans leur sang, proliférant des maladies respiratoires et cutanées, avec des intoxications massives.

L'agro-industrie, pour sa part, a encouragé la monoculture, l'utilisation de semences transgéniques et de pesticides, rendant la vie à la campagne encore plus précaire.

Avec ce modèle de production agricole, la biodiversité a été perdue, les eaux souterraines et les eaux de surface se sont asséchées, entraînant également des maladies dans les communautés. De la même manière, les grandes entreprises agricoles et d'élevage concentrent le plus grand nombre de droits d'eau, comme par exemple à San Pedro de Melipilla, à 100 km de la capitale du Chili, Stgo, 80% de ces droits sont entre les mains d'Agrosuper, un conglomérat d'entreprises alimentaires chiliennes, dédié à la production, distribution et commercialisation d'aliments pour porc, volaille et saumon.

Dans le sud du Chili, le modèle forestier a été l'un des principaux responsables de la déforestation de la forêt native, de la sécheresse mais aussi du pillage territorial des communautés mapuche, à travers la plantation de pins et d'eucalyptus, qui se caractérise par l'assèchement des sols, ce qui fait proliférer plus d'incendies de forêt chaque année, mais empêche également la croissance d'autres espèces végétales.

Face à ce que je vous ai raconté, aujourd'hui, nos principales revendications pour nous penser au-delà de l'extractivisme sont:

- 1- la reconnaissance des droits de la nature
- 2- la protection mais aussi la restauration des écosystèmes et des territoires qui ont été sacrifiés
- 3- la gestion communautaire de l'eau
- 4- la **souveraineté** alimentaire de l'agroécologie, entre autres luttes.

Nous ne doutons pas que seule l'articulation avec d'autres territoires rendra les changements possibles.

Il y a environ trois ans, les femmes du mouvement de l'eau ont rejoint la coordinatrice féministe du 8 mars, formant le comité socio-environnemental, comprenant que notre lutte est aussi contre le colonialisme et le patriarcat, nous nous assumons donc comme un mouvement **plurinational** et antipatriarcal.

À cette époque, nous avons rendu visible comment l'extractivisme et ses effets s'intensifient dans les corps des femmes, des filles et des dissidents sexuels, en particulier des peuples indigènes, des Afro, des migrants et des secteurs populaires urbains et paysans, opérant de la même manière l'exploitation vers la nature.

Pour cette raison, nous avons conformé un féminisme anti-extractiviste, territorial, des peuples, pour dire que nous sommes une résistance et une alternative à la crise écologique et sociale actuelle.

L'extractivisme configure des territoires et des économies masculinisés, dans lesquels les femmes subissent au quotidien différents types de violence, mais aussi dans lesquels la précarité de nos vies se perpétue.

Nous les femmes sommes celles qui avons des emplois les plus précaires, avec des salaires inférieurs, dans un contexte de sous-emplois, où le travail de soins est également rendu invisible, un travail qui s'intensifie dans les territoires en sacrifice.

Nous devons organiser et entretenir la vie, en prenant soin de ceux qui nous entourent, des animaux, des vergers, dans des situations de grande hostilité de la part des entreprises extractivistes.

Les femmes vivons dans des situations de violence sexuelle dans des territoires avec des enclaves minières, forestières et agro-industrielles, où, par exemple, l'une des zones rouges au Chili autour du taux élevé de lesbofémicides est la cinquième région cordillère, lieu emblématique de l'agro-industrie.

Il semble que de la même manière qu'ils exploitent et dominent la nature est le moyen de contrôler nos corps.

Pour cette raison, la solidarité et la résistance des femmes se sont multipliées et nous avons tissé des réseaux de soutien mutuel à partir de nos luttes territoriales.

C'est ainsi que nous avons réussi à générer un travail conjoint avec les compagnes de Mujeres et La Sexta, du Mexique, un réseau de soutien aux zapatistes, les féministes anti-extractives d'Argentine et les féministes territoriales du Pérou, étant claires que notre lutte est profondément transfrontalière.

Depuis octobre 2019, nous vivons dans une révolte populaire (ici aux Chili), dans laquelle l'une des principales revendications est une nouvelle constitution qui met fin à la constitution de la dictature civico-militaire à travers une assemblée constituante.

Nous sommes maintenant confrontés à une élection à venir pour choisir les personnes qui feront partie de la soi-disant convention constitutionnelle, dans laquelle divers collègues du Mouvement pour l'Eau et les Territoires et du coordinatrice féministese présentent comme candidats, dans le cadre de l'augmentation de la criminalisation et de la répression de la contestation, nous continuons donc à résister et à déborder les rues et tous les espaces à partir desquels influencer.

Ce type d'instance est fondamental pour consolider une voix mondiale, à partir de la multiplicité des voix, pour mettre fin à ce système-monde qui a privilégié les profits économiques sur nos vies.

L'un des plus grands défis en ces temps constituants est de penser non seulement au-delà du néolibéralisme au Chili, mais aussi de l'extractivisme, correspondant à une forme historique d'exploitation et de domination de la nature par l'extraction illimitée et intensive

de biens communs naturels pour la vente sur les marchés mondiaux, entraînant la dépossession, la contamination et la dévastation des territoires.

L'extractivisme n'est pas seulement une dépossession et un pillage à grande échelle des biens naturels, mais il est également basé sur une idéologie développementaliste dans laquelle la destruction de la nature est intensifiée par le biais des produits de base et d'un rôle actif de l'État.

Pour la transition post-extractiviste, nous devons nous placer à partir d'un horizon délibératif et émancipateur des peuples, ancré dans les droits de la nature, dans la protection et la restauration des écosystèmes contre le plein exercice de l'autodétermination des peuples.

Pour arrêter le changement climatique, la transition est urgente. C'est un chemin de transitions avec des échéances différentes, sachant qu'il existe des extractivismes qui sont aujourd'hui essentiels pour la vie des gens mais que au même temps l'exploitation minière ne pourra jamais être durable, sa logique intrinsèque est la dévastation.

Pour finir je voudrais vous montrer le décalogue réalisé par le mouvement pour l'eau et les territoires pour les droits à l'eau et leur gestion communautaire

1. Reconnaître l'eau comme un droit des peuples et un bien commun xxxx, associé au droit à la vie et au droit de vivre dans un environnement sans pollution.
2. Que l'eau et la nature soient reconnues comme **sujet de droits**.
3. Protéger toutes les **corps** d'eau des écosystèmes: rivières, lacs, lagunes, glaciers, tourbières, zones humides, zones humides, mers, eaux souterraines, marais salants.
4. Garantir la restauration des écosystèmes comme moyen de défense de l'eau, à travers un changement de matrice énergétique, production et **consommation**.
5. Abroger le code de l'eau et le remplacer par un nouveau cadre réglementaire, basé sur la gestion communautaire.
6. Que l'utilisation et la gestion de l'eau soient communautaires, territoriales et durables, **par bassins et sous-bassins**.
7. Que les priorités d'utilisation concernent l'équilibre des écosystèmes et la **consommation humaine**.
8. Que la gestion communautaire de l'eau soit plurinationale, fondée sur l'articulation entre les peuples, les communautés et les territoires
9. Garantir son usage ancestral par les peuples qui habitent le pays, compte tenu de l'importance de la dimension spirituelle.

10. Cette gestion communautaire de l'eau repose sur la promotion de l'agroécologie et des économies territoriales, qui permettent de garantir la **souveraineté alimentaire**, et avec cela l'autodétermination des peuples.

Merci pour l'écoute